

**Assemblée générale**

Distr. générale
28 février 2012
Français
Original: anglais

Conseil des droits de l'homme
Groupe de travail sur la détention arbitraire

**Avis adoptés par le Groupe de travail sur la détention
arbitraire à sa soixante et unième session,
29 août-2 septembre 2011**

N° 29/2011 (Chine)

Communication adressée au Gouvernement le 1^{er} février 2010

Concernant: Zhou Yung Jun

L'État n'est pas partie au Pacte international relatif aux droits civils et politiques.

1. Le Groupe de travail sur la détention arbitraire a été créé par la résolution 1991/42 de la Commission des droits de l'homme. Son mandat a été précisé et renouvelé par la Commission dans sa résolution 1997/50. Le Conseil des droits de l'homme a assumé le mandat dans sa décision 2006/102. Le mandat a été prolongé d'une nouvelle période de trois ans par la résolution 15/18 du Conseil, en date du 30 septembre 2010.

2. Le Groupe de travail considère que la privation de liberté est arbitraire dans les cas suivants:

a) Lorsqu'il est manifestement impossible d'invoquer un quelconque fondement légal pour justifier la privation de liberté (comme dans le cas où une personne est maintenue en détention après avoir exécuté sa peine ou malgré l'adoption d'une loi d'amnistie qui lui serait applicable) (catégorie I);

b) Lorsque la privation de liberté résulte de l'exercice de droits ou de libertés garantis par les articles 7, 13, 14, 18, 19, 20 et 21 de la Déclaration universelle des droits de l'homme et, en ce qui concerne les États parties au Pacte international relatif aux droits civils et politiques, par les articles 12, 18, 19, 21, 22, 25, 26 et 27 de cet instrument (catégorie II);

c) Lorsque l'inobservation, totale ou partielle, des normes internationales relatives au droit à un procès équitable, établies dans la Déclaration universelle des droits de l'homme et dans les instruments internationaux pertinents acceptés par les États intéressés, est d'une gravité telle qu'elle rend la privation de liberté arbitraire (catégorie III);

d) Lorsque des demandeurs d'asile, des immigrants ou des réfugiés font l'objet d'une rétention administrative prolongée, sans possibilité de contrôle ou de recours administratif ou juridictionnel (catégorie IV);

e) Lorsque la privation de liberté constitue une violation du droit international pour des raisons de discrimination fondée sur la naissance, l'origine nationale, ethnique ou sociale, la langue, la religion, la situation économique, l'opinion politique ou autre, le sexe, l'orientation sexuelle, le handicap ou toute autre situation, et qui tend ou peut conduire à ignorer le principe de l'égalité des droits de l'homme (catégorie V).

Informations reçues

Communication émanant de la source

3. Zhou Yung Jun (initialement Zhou Yongjun dans le système d'enregistrement des ménages chinois; Zhou Yazhou, nom employé par les autorités chinoises), né en 1967, réfugié enregistré et résident permanent des États-Unis d'Amérique, est surtout connu comme un dissident politique qui, en 1989, était à la tête des étudiants dans le mouvement prodémocratique de Tiananmen.

4. Zhou Yung Jun a été arrêté le 28 septembre 2008 au terminal de ferry de Sheung Wan alors qu'il tentait d'entrer à Hong Kong (Chine), depuis Macao (Chine), avec un passeport malaisien au nom de Wang Xingxiang qui aurait été faux. La police de Hong Kong a interrogé Zhou Yung Jun au sujet de plusieurs lettres dites frauduleuses adressées depuis l'étranger à la banque Hang Seng par un certain Wang Xingxiang. Après quelques heures d'enquête, la police a conclu qu'il n'était pas l'auteur des lettres et l'a libéré. Malgré cela, les services de l'immigration de Hong Kong l'ont retenu à la frontière jusqu'au 30 septembre 2008.

5. Ce jour-là, Zhou Yung Jun a été secrètement transféré à Shenzhen, ville de la province du Guangdong, en Chine continentale. Dans le même temps, les services de l'immigration de Hong Kong auraient remis son dossier à la police chinoise ou aux services de sécurité de l'État. À compter de cette date et jusqu'au 8 mai 2009, Zhou Yung Jun aurait été secrètement détenu sans être enregistré sous aucune identité.

6. Zhou Yung Jun a passé sept jours au deuxième centre de détention de Shenzhen, à compter du 30 septembre 2008. Il a ensuite été transféré au premier centre de détention de Shenzhen.

7. Selon la source, Zhou Yung Jun aurait reconnu sa véritable identité, à savoir Zhou Yongjun, auprès de la Police chinoise le 7 novembre 2008. Les autorités chinoises auraient toutefois refusé de l'enregistrer sous son vrai nom. On lui aurait attribué le numéro de prisonnier 20 au premier centre de détention de Shenzhen. Fin novembre 2008, Zhou Yung Jun aurait été transféré au centre de détention de Yantian (Shenzhen), sous le nom de Wang Hua.

8. Le 8 mai 2009, la Police chinoise a officiellement arrêté Zhou Yung Jun et l'a pour la première fois accusé de fraude sous sa véritable identité, à savoir Zhou Yongjun. Il a alors été placé en détention au centre de détention public du Sichuan, à Suining.

9. Toujours selon la source, Zhou Yung Jun aurait été torturé au premier centre de détention de Shenzhen, au deuxième centre de détention de Shenzhen et au centre de détention de Yantian. Sa famille aurait été menacée par les autorités chinoises après avoir engagé Mo Shaoping, avocat de Beijing connu pour défendre les dissidents politiques. Sous la pression, Zhou Yung Jun aurait remercié Mo Shaoping. Les autorités chinoises ont par la suite désigné un avocat pour défendre Zhou Yung Jun. Les conseillers de l'intéressé n'auraient pas pu consulter la totalité de son dossier.

10. Selon la source, le procès de Zhou Yung Jun se serait ouvert le 19 novembre 2009 à Shehong, dans la province du Sichuan. Il se serait déroulé dans un lieu secret sous stricte surveillance des forces de police.
11. Le 15 janvier 2010, Zhou Yung Jun a été condamné à neuf ans d'emprisonnement et à une amende de 80 000 yuans pour tentative de fraude à Shehong. Il aurait nié les faits et devait faire appel de sa condamnation.
12. Avant sa dernière arrestation, Zhou Yung Jun avait été arrêté deux fois par les autorités chinoises. Sa première arrestation a eu lieu en juin 1989 à la suite du mouvement prodémocratique de Tiananmen. Zhou Yung Jun aurait été à la tête d'un groupement d'étudiants et élu président de la Fédération autonome des étudiants des Universités de Beijing pendant le mouvement. Il a été officiellement accusé de propagande contre-révolutionnaire et d'incitation à la contre-révolution en mars 1990. Deux ans après son arrestation, en janvier 1991, il a été libéré. Après sa libération, les autorités locales du Sichuan ont refusé de l'enregistrer. Depuis lors, il est sans papiers.
13. En décembre 1998, la police chinoise a de nouveau arrêté Zhou Yung Jun à Guangzhou. Il aurait été condamné, sans procès, à trois ans de rééducation par le travail pour avoir quitté illégalement la Chine en 1992. Pendant ces trois années, Zhou Yung Jun aurait été torturé et contraint de travailler dans un camp de travail.
14. Après sa libération en 2001, les autorités chinoises auraient refusé d'enregistrer Zhou Yung Jun sous son nom d'origine. En 2002, elles l'auraient enregistré sous le nom de Zhou Yazhou, né le 15 septembre 1967.
15. En 2002, Zhou Yung Jun aurait demandé sa naturalisation aux États-Unis d'Amérique. Le Département de la sécurité du territoire est saisi de sa demande.
16. La source soutient que la détention de Zhou Yung Jun est arbitraire car dépourvue de toute base légale. Elle avance en particulier que rien, en droit, ne justifie que les services de l'immigration de Hong Kong aient remis Zhou Yung Jun, ressortissant d'un État tiers ou apatride, à la Police chinoise. En effet, Hong Kong, en tant que région administrative spéciale de la Chine, est indépendante au plan judiciaire. Selon la source, le transfert de Zhou Yung Jun s'est fait en violation de la Loi fondamentale de Hong Kong de 1990 ainsi que de la Déclaration conjointe sino-britannique sur la question de Hong Kong de 1984.
17. La source argue que Zhou Yung Jun n'aurait pas dû faire l'objet d'un procès en Chine pour la fraude qu'il aurait commise car la Chine n'est pas compétente pour le juger. Elle ajoute que la fraude alléguée et ses conséquences n'ont pas eu lieu sur le territoire de la Chine continentale. Elle précise également que lorsque Zhou Yung Jun a été arrêté, les autorités chinoises lui avaient refusé la nationalité chinoise et il était résident permanent des États-Unis d'Amérique. De plus, la victime alléguée de cette affaire devrait être la banque Hang Seng de Hong Kong ou un autre individu étranger, et non un citoyen chinois ou la Chine.
18. La source affirme par conséquent que, conformément aux principes de compétence territoriale, de compétence personnelle et de compétence en matière de protection tels qu'ils sont définis par la loi pénale chinoise (art. 6, 7 et 8, respectivement), les services de la sécurité publique de la Chine continentale ne sont pas compétents à l'égard du dossier de Zhou Yung Jun.
19. La source allègue que Zhou Yung Jun est privé de son droit à un conseil. Sa famille aurait été menacée et lui-même aurait subi des pressions pour renvoyer l'avocat qu'il avait initialement choisi, Mo Shaoping.

20. La source avance en outre que la détention et la condamnation de Zhou Yung Jun sont probablement liées à son histoire de dissident politique et de leader des étudiants lors des événements de Tiananmen en 1989.

Réponse du Gouvernement

21. Dans sa réponse du 5 mai 2010, le Gouvernement confirme que Zhou Yung Jun a été arrêté le 8 mai 2009 et accusé de fraude par le parquet populaire du district de Shehong, dans la province du Sichuan.

22. En mai 2008, Zhou Yung Jun a envoyé, depuis l'étranger, trois lettres à la banque Heng Sheng de Hong Kong, au nom de Wand, dans le but de virer 6 millions de dollars des États-Unis à deux banques distinctes. Ces lettres mentionnaient différents destinataires. Les agents bancaires ayant procédé à des vérifications, ils se sont aperçus que la signature sur les lettres ne correspondait pas au titulaire du compte, qui aurait été décédé. Les virements n'ont pas été effectués.

23. Le tribunal populaire du district de Shehong a condamné Zhou Yung Jun à neuf années d'emprisonnement et à une amende de 80 000 RMB. En appel, le tribunal populaire de deuxième instance de Suining, au Sichuan, a confirmé la peine.

24. Le Gouvernement ajoute que Zhou Yung Jun était assisté de trois conseillers, que ses droits à la défense ont été pleinement respectés et que ses avocats se sont exprimés librement au cours du procès. Ce dernier était public et cinq des proches de l'accusé étaient présents lors des débats. Par ailleurs, bien que Zhou Yung Jun ait été malade avant l'ouverture du procès, il a été soigné et un médecin mandaté par le tribunal a certifié que son état de santé lui permettait d'assister à son procès. Le Gouvernement indique que Zhou Yung Jun n'a pas lui-même désigné Mo Shaoping pour le représenter.

25. Enfin, le Gouvernement précise que Zhou Yung Jun est de nationalité chinoise et, dès lors, relève de la compétence de la Chine pour les infractions qu'il a commises.

Commentaires de la source

26. Dans ses commentaires, la source produit des lettres de Jim Li (avocat à New York), de Zhou Yung Jun au sujet des conditions de son arrestation, de son père et de sa fiancée confirmant l'allégation de détention secrète pendant plus de sept mois et le procès au motif de fraudes alléguées par une juridiction incompétente à son égard. La source rappelle en outre que le procès n'était pas public parce que les personnes qui y assistaient étaient sélectionnées. Ni les témoins des banques ni les experts n'ont été entendus au sujet de la fraude alléguée et de la fausse identité. Toutes les demandes de clarification de ces questions, ainsi que d'autres points, ont été rejetées par le tribunal et la défense n'a pas pu consulter le dossier de l'affaire librement.

27. La source ajoute que le Gouvernement n'a nié aucune de ces omissions ni que Zhou Yung Jun a été contraint de renoncer aux services de son avocat sous la pression de la police et qu'il n'a pas pu préparer convenablement sa défense.

Délibération

28. Aux termes de l'article 9 de la Déclaration universelle, «nul ne peut être arbitrairement arrêté, détenu, ni exilé». Cette disposition interdit donc les arrestations et détentions arbitraires.

29. L'interdiction de la détention arbitraire fait partie du droit international coutumier. Elle a été officiellement reconnue comme une norme impérative du droit international, une norme de *jus cogens* (voir Comité des droits de l'homme, Observation générale n° 29 (2001) sur les états d'urgence, par. 11), à laquelle le Groupe de travail se conforme dans ses

avis. Il convient de relever à cet égard l'arrêt rendu le 30 novembre 2010 par la Cour internationale de Justice dans l'affaire *Ahmadou Sadio Diallo (République de Guinée c. République démocratique du Congo)* et en particulier les propos du juge Cançado Trindade sur la notion d'arbitraire en droit international coutumier, auxquels le Groupe de travail s'associe*. La jurisprudence constante des décisions rendues par le Groupe de travail dans ses avis et des autres titulaires de mandat au titre des procédures spéciales constitue également une source.

30. En l'espèce, le Gouvernement reconnaît que Zhou Yung Jun a été officiellement arrêté le 8 mai 2009, et ne nie pas qu'il a été maintenu en détention secrète à partir d'octobre 2008, moment auquel il a été envoyé en Chine à partir de Hong Kong. La famille de Zhou Yung Jun n'a à aucun moment été informée de sa détention. Le Groupe de travail, dans son rapport annuel, a rappelé à cet égard que «la détention secrète constitue une violation absolue du droit international des droits de l'homme, y compris en période d'état d'urgence ou de conflit armé... Aucun pays ne devrait permettre que des personnes soient secrètement privées de leur liberté pour une durée potentiellement indéfinie et détenues hors du cadre de la loi sans avoir la possibilité de recourir aux procédures légales, notamment l'*habeas corpus*» (rapport du Groupe de travail au Conseil, A/HRC/16/47, par. 54). Il n'est dès lors pas contesté qu'entre octobre 2008 et mai 2009, Zhou Yung Jun a été maintenu en détention secrète sans aucun fondement juridique. La période de détention secrète, associée aux allégations de mauvais traitements et au fait que l'accusé n'a pas été diligemment informé de ses droits ni présenté à un juge, amène le Groupe de travail à conclure que sa détention était arbitraire et relève de la catégorie I des critères applicables à l'examen des affaires soumises au Groupe de travail.

31. Le Gouvernement ne conteste pas non plus certaines allégations graves et précises formulées par la source et relatives au droit de Zhou Yung Jun à un procès équitable. Il ne nie pas que Zhou Yung Jun a été contraint de renoncer, sous la pression de la police et des menaces subies par sa famille, aux services de l'avocat qu'il avait choisi; que l'accès à l'audience n'était pas libre et qu'aucun témoin des banques n'a été convoqué au sujet des allégations de fraude formulées à l'encontre de Zhou Yung Jun. Le Gouvernement n'a pas non plus fourni d'informations sur les preuves qui auraient permis d'établir au-delà de tout doute raisonnable que Zhou Yung Jun est l'auteur des lettres en question. De surcroît, le Gouvernement n'a pas contesté l'allégation selon laquelle le parquet aurait informé les parents de Zhou Yung Jun que son dossier était de nature politique et relevait de la sécurité nationale. En l'absence d'éléments qui réfuteraient ces allégations, le Groupe de travail conclut que la détention de Zhou Yung Jun découle de violations graves de son droit à un procès équitable et relève par conséquent de la catégorie III des critères applicables à l'examen des affaires soumises au Groupe de travail.

Avis et recommandations

32. À la lumière de ce qui précède, le Groupe de travail rend l'avis suivant:

La privation de liberté de Zhou Yung Jun entre octobre 2008 et mai 2009 est arbitraire en ce qu'elle est contraire à l'article 9 de la Déclaration universelle des droits de l'homme et relève de la catégorie I des critères applicables à l'examen des affaires soumises au Groupe de travail. La privation de liberté de Zhou Yung Jun qui se poursuit est arbitraire en ce qu'elle est contraire aux articles 9, 10 et 11 de la Déclaration universelle des droits de l'homme et relève de la catégorie III des critères applicables à l'examen des affaires soumises au Groupe de travail.

* Voir Cour internationale de Justice, *Ahmadou Sadio Diallo (République de Guinée c. République démocratique du Congo)*, fond, arrêt du 30 novembre 2010, *CIJ. Recueil 2010*, par. 79; opinion individuelle du juge Cançado Trindade, p. 26 à 37, par. 107 à 142.

33. En conséquence, le Groupe de travail demande au Gouvernement de prendre les mesures nécessaires pour remédier à la situation de Zhou Yung Jun, de le libérer immédiatement et de lui accorder un droit exécutoire à indemnisation.

34. Le Groupe de travail encourage le Gouvernement à envisager la ratification du Pacte international relatif aux droits civils et politiques.

[Adopté le 30 août 2011]
